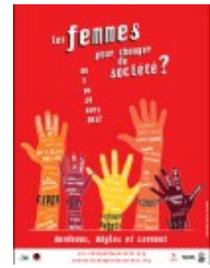




Les femmes pour changer de société ?

Athénée municipal de Bordeaux le 17 mars 2012



Introduction, par les 4 animatrices

- *Présentation du groupe des 4 animatrices et du collectif « Changer de société ? »* : collectif « informel et éphémère » réunissant des personnes d'origine variée, pour analyser et tenter de trouver des solutions aux problèmes actuels de notre société
- *Lien avec le forum de 2011* : reprise de thèmes, vus cette année du côté des femmes ; pour préparer le forum, rencontres avec le Collectif pour les droits des femmes, regroupant diverses associations féministes ; pour nous, prises de conscience de problèmes actuels pour défendre les droits acquis et aller au delà pour plus d'égalité hommes-femmes
- *Comptes-rendus des actions du forum qui ont déjà eu lieu* : bilan en cours, des actions réussies, d'autres à la fréquentation insuffisante. Rencontres enrichissantes (les St-Jo, les ABC-E, les 4 landaises plasticiennes ...) : des personnes pas forcément féministes au départ mais qui ont ainsi été sensibilisées au sujet des femmes
- *Articulation avec les thèmes des 4 tables rondes de l'Athénée* :

Le 1er thème, « Éduquer à l'égalité », a été abordé le jeudi 15 mars, au collège Goya, avec une cinquantaine de collégiennes, sur le thème « Femmes, sciences et techniques », ainsi que dans l'exposition du Planning Familial. Nous traiterons ici des actions menées en crèche, dans la petite enfance et en primaire.

Le 2ème thème regroupe 3 domaines où les femmes sont sous-représentées : arts vivants, dont théâtre, histoire et actualité des sciences.

Le 3ème est celui du travail des femmes, déjà abordé dans 3 films. Enfin le 4ème traite des engagements, complétant le débat mené à la Maison des Femmes.

1. **Éduquer à l'égalité** débat animé par Marie-Claude Saliceti
2. **Créer et inventer** débat animé par Simone Cixous
3. **Changer le travail ?** débat animé par Maryse Lassalle
4. **Pourquoi s'engager ?** débat animé par Marie-Noëlle Mathieu

Éduquer à l'égalité

Introduction de la table ronde par Marie-Claude Saliceti

En exergue, j'ai envie de partager avec vous ces quelques phrases de Miguel Benasayag et Angelique Del Rey : "[De l'engagement dans une époque obscure](#)" (ed. le passager clandestin), qui m'ont semblé correspondre à l'esprit de ce que nous allons échanger aujourd'hui, et qui commencera dès la toute petite enfance.

- “ (...) Au cœur d'une époque obscure, les contre-pouvoirs, sous la forme d'une multiplicité de laboratoires sociaux où l'on retisse de la puissance, constitueraient l'expression privilégiée de la possibilité d'agir.”

“les individus sont tissés par les situations qu'ils traversent, c'est pourquoi le développement des liens est le commencement de l'engagement”

“alors intervient le ré-enchantement du monde, non comme une fin mais comme un produit de l'agir, un effet de la rupture des cloisons qui nous séparent du monde, des autres, des situations et de soi-même.”

Les rétrospectives évoquées lors des précédents événements du Forum, loin d'une quelconque congratulation d'anciennes combattantes, mettent en évidence la continuité - l'indispensable continuité des luttes pour l'égalité des droits. Chaque génération doit recevoir la transmission d'une humanité à renforcer, à développer, à épanouir. Il y a une incontournable éducation à penser car dans ce domaine comme dans d'autres, si on n'avance pas on recule.

Ce sera le propos de cette première partie de la matinée.

qui va être consacrée à la place des femmes dans l'éducation, depuis la crèche jusqu'à l'entrée au lycée.

- 9h45 – 10h30

MF Bellamy, directrice, et David Helebecque, crèche Bourdarias à Saint-Ouen -du Syndicat F S U du conseil général de la Seine saint Denis vont nous parler d'un projet qui s'appuie sur les textes fondateurs en terme d'égalité hommes/femmes avec l'objectif d'impliquer ensemble parents et professionnels et d'engager le débat sur les enjeux de genre ..

- 10h30 – 11h : **Fanny Durant** , professeur des écoles et **Nicole Blet** (**Présidente du Mouvement pour le Planning familial à Bx**), du **Collectif pour les droits des femmes à Bordeaux**, vont rendre compte de leurs interventions en milieu scolaire, école primaire et collèges.

Marie-Françoise Bellamy et David Helebecque sèment des "Graines d'espoir pour l'égalité "à la crèche Bourdarias.



C'est une expérience innovante, ils sont les premiers à introduire une pédagogie pour l'égalité homme-femme dès petite enfance. Elle s'appuie sur l'accord de toute une équipe. Le département de Seine St-Denis gère 55 crèches départementales dont celle-ci. Les enfants reçus à la crèche ont entre 3 mois et 2 ans ½ (entrée en maternelle)

Dès l'échographie, l'annonce du sexe de l'enfant à naître oriente déjà l'investissement des parents. Leurs attentes sont différentes et mettent en place une discrimination, relayée par les femmes en charge de la petite enfance

C'est en 1970 que le concept de genre apparaît (dans le monde anglo-saxon) livre célèbre de 1973 « [Du côté des petites filles](#) » de la pédagogue féministe italienne Elena Gianini Belotti – un ouvrage précurseur qui a eu dans le monde un grand retentissement.

La question qui se pose à nous, à la crèche : comment prendre en compte les différences sans les hiérarchiser ?

Une pédagogue suédoise a conçu des photos pour interpellier nos représentations (ex garçon en tutu, fille faisant du foot) les adultes doivent être clairs avec leurs propres stéréotypes et représentations, qu'ils agissent de manière inconsciente.

Notre premier travail a été de nous interroger : qu'est-ce que le genre pour nous ? Puis nous avons conduit une recherche sociologique sur les droits en France et en Suède.

Dès l'inscription des enfants à la crèche les parents ont été inclus dans le projet.

Les enfants se construisent précocement par imitation, identification. Le poids de la conformité est donc très fort.

On peut par exemple observer les enfants dans une activité neutre comme la musique et voir comment les adultes réagissent à l'appel des enfants, combien de fois on sollicite les garçons, les filles. On constate alors qu'on fait des différences sans le savoir.

L'équipe a découvert de nombreuses choses, que ce sujet les traverse, qu'ils y sont très impliqués.

Il a été très important qu'un éducateur de jeunes enfants (David Helebecque) intervienne auprès des tout-petits, contrairement aux usages qui veulent réserver cette proximité aux femmes. Au début les parents étaient quelque peu inquiets sur la capacité d'un homme à exercer cette fonction.

Charte pour l'égalité de la crèche BOURDARIAS

« *L'enfant est plus petit que soi mais d'égale grandeur.* »
Françoise DOLTO

- ***L'égalité fille garçon ne se décrète pas, pas plus qu'elle ne s'improvise mais elle impose en quelque sorte une interrogation à l'égard des stéréotypes de genre qui nous traversent tous de façon le plus souvent inconsciente. De fait ce questionnement ne va pas de soi.***
- ***Ce projet s'appuie d'une part sur les textes fondateurs en terme d'égalité hommes/femmes avec l'objectif d'impliquer ensemble parents et professionnels et d'engager le débat sur les enjeux de genre (droits de l'enfant ONU 1989, charte européenne pour l'égalité homme femme dans la vie locale).***

- *Elle s'appuie aussi sur les valeurs déclinées à la crèche (respect de l'enfant, de son identité propre et sexuée, de sa culture).*

- **Notre objectif :**

Favoriser l'estime de soi fille ou garçon, valeur fondamentale du projet genre et commune aux deux sexes. Celle-ci n'est pas innée, elle se façonne aux contacts des adultes proches, parents et éducateurs.

- ***Puisque l'enfant est singulier, fille ou garçon, et parce que l'adulte est un guide pour l'enfant nous voulons:***

1. *accompagner l'enfant dans le développement de sa personnalité propre*
2. *élargir les possibilités et les choix*
3. *valoriser et encourager les potentialités émergentes sans restriction au sexe*
4. *favoriser les comportements créatifs qui encouragent la relation*
5. *éduquer à l'autonomie*
6. *encourager l'enfant à être lui-même, à exprimer ses besoins et à verbaliser ses sentiments*
7. *éviter toutes les représentations ou attitudes sexistes blessantes, ou ignorant ostensiblement le désir de l'enfant*
8. *ne pas rendre l'enfant coupable de ce qu'il manifeste ou de ce qu'il est*

- ***Puisque l'égalité homme/femme, fille/garçon est une valeur fondamentale à inscrire dans nos pratiques, nous voulons:***

1. *promouvoir l'égalité fille/garçon dès la petite enfance*
2. *prémunir les enfants des violences sexistes*

- ***Ce postulat repose sur la conscience des adultes et des éducateurs au sens large des représentations sexistes, des attitudes ou propos pouvant renforcer ou non la division sexuée et reproduire les inégalités de genre. Pour ce faire notre travail se décline comme suit :***

- ***Repérer les stéréotypes sexistes*** dans nos représentations et propres attitudes plus ou moins conscientes de parents ou d'éducateurs, les interroger pour ensuite déconstruire les évidences. Les repérer dans la littérature enfantine, les modèles imposés par les jeux sexistes, les séries télévisées (30% des enfants possèdent un téléviseur personnel), les médias. Cette compréhension, cet apprentissage repose sur une observation fine et méticuleuse des comportements des garçons et filles.
- ***Observer les enfants et les interactions de genre. Les décrypter.***
- ***Représenter en tant qu'adulte un modèle identificatoire non discriminant à l'égard des sexes.***
- ***Développer les compétences des uns et des autres, l'observation, la curiosité, le courage, la persévérance, l'empathie, la confiance en soi et la pensée.***
- ***Dès l'âge d'un an, il importe de faire des choix dans les jeux et albums proposés aux enfants des deux sexes et d'élargir leurs possibilités.***
- ***Valoriser les valeurs et attitudes qui fondent et favorisent l'estime de soi. Identifier et rompre avec les hiérarchies négatives.***

- *Veiller à ne pas cantonner les garçons aux jeux moteurs, les filles aux jeux calmes, mais permettre cet accès égalitaire aux deux sexes et proposer ces activités soit par groupe de genre, soit mixte, observer et réajuster. Proposer des règles communes dans la relation.*
- *Dans le cadre de cette recherche-action, mise en place d'ateliers spécifique genre :*
 - ✓ *Atelier musique*
 - ✓ *Atelier bricolage*
 - ✓ *Atelier émotions*
 - ✓ *Atelier poupées / garages*
 - ✓ *Atelier psychomotricité*
 - ✓ *Atelier histoires et lectures*
 - ✓ *Atelier 5 sens*
 - ✓ *Atelier d'art*
- *Éviter de renforcer la division sexuée soit par l'exemple ou dans ses propos et veiller à valoriser les enfants des deux sexes, notamment pour les filles souvent soumises à un rôle attendu et les garçons souvent réprimés dans leurs émotions. Sans intention de rendre chaque sexe identique à l'autre, car de fait être garçon ou fille c'est être différent.*
- *Pratiquer l'équité dans l'expression et prise de parole des enfants.*
- *Avoir en équipe une attitude cohérente et la plus juste possible.*
- *Échanger régulièrement avec les parents, leur communiquer nos observations et notre intention pédagogique en ouvrant le débat autour de ces questions tout au long de l'année.*

Intervention du Mouvement pour le planning familial : la question du genre dans les classes d'âge de l'enseignement primaire et du collège.

Il est important de noter que sur ces questions il n'y a pas de position figée, elles sont toujours en réflexion. Le Planning lutte beaucoup contre les violences (En France, une femme meurt tous les deux jours sous les coups de son compagnon) . C'est dans l'éducation qu'il faut lutter.



Nicole Blet

les violences envers les femmes sont encore perçues comme “permises”, parce qu'il y a cette éducation dès le départ à la “domination masculine” : jouets, images, qui transmettent aux garçons l'idée qu'ils sont dominants.

Le Planning a été missionné par l'Éducation Nationale pour faire une éducation à la sexualité dans les structures scolaires, en primaire, au collège et au lycée. Déjà aux collèges on constate que des stéréotypes ancrés mettent en échec l'éducation à contraception que le Planning apportait (par exemple, des filles n'arrivaient pas à dire à leur petit ami qu'elles voulaient le préservatif, quand il disait « si on est fidèle on n'en a pas besoin »). C'est pourquoi a été élaboré un programme en direction des écoles primaires (Gender).

Il y a eu des séances dans les collèges ainsi que des programmes dans les écoles primaires. Le

Planning de Dordogne a fait aussi un travail dans les crèches.

Fanny Durant

Professeur des écoles, travaille au quotidien ces questions avec les élèves. Une énorme remise en question de ses propres représentations est nécessaire.

Les enseignants ont tendance à reproduire les stéréotypes : garçons et filles ne sont pas interpellés de la même manière, ne sont pas punis de la même manière, on s'occupe davantage d'un garçon en difficulté, les filles restent cantonnées à la périphérie de la cour de récréation, tous les adultes trouvant naturel de laisser occuper l'espace central par les garçons qui jouent au foot... on ne trouve pas de filles dans les manuels scolaires...

Il y a beaucoup à faire; plusieurs textes ont été signés en 2000 sur l'égalité femmes-hommes, en 2003 une circulaire est sortie sur l'éducation à la sexualité depuis le Cours Préparatoire (3 séances de 2h par an) mais ce n'est pas appliqué sur le terrain. Il y a d'ailleurs très peu de documents d'application. On se sent un peu seul.

Le Planning Familial de Dordogne est précurseur notamment avec la littérature de jeunesse. L'enfant s'identifie très rapidement aux personnages de l'histoire. Il existe plein d'ouvrages intéressants : la série de Mademoiselle Zazie, les albums « autrement » , « A quoi tu joues ? »... Pour que ce soit efficace, il faut que ce soit proposée sur la durée. Au collège nous intervenons plusieurs fois dans l'année pendant deux ans. On observe de petites avancées :

- en primaire : 3 séances avec les élèves, débats portant sur les stéréotypes (avec les albums) , la sexualité ; nous avons construits avec eux des outils que nous allons présenter aux autres élèves de l'école puis aux parents.
- Il est absolument nécessaire d'impliquer les enseignants
- Fabrication d'une mallette pédagogique comprenant une série de livres pour l'égalité filles-garçons, des outils, des jeux (par ex le jeu des gants, de ménage, de cuisine, de jardinage, de bricolage...qui s'en sert ? On note les réponses et on les amène ensuite à observer leurs réponses)

« 50 activités pour l'égalité filles-garçons de la maternelle au CM2 »

« le memory des métiers »

- analyse critique de publicité très sexistes et très violentes
- analyse des catalogues de jouets

Il faut former les enseignants à cette pratique et disposer de davantage de documents fournis par l'Éducation Nationale.

Débat

Question sur le respect de l'homosexualité, et sur l'homophobie

Fanny Durant : on en discute tout le temps ; on dit « la personne que tu aimeras ». Au Planning on est clairs, on dit « les sexualités » et on travaille sur les stéréotypes.

Pierre Fargeot : Ce travail s'articule-t'il avec la méthode Freinet ?

Fanny Durant : c'est très lié : il s'agit de laisser la place à un enfant dans une classe, de travailler les problèmes de domination. Ça va dans le même sens : éducation à la citoyenneté, expression de l'individu, travail sur les stéréotypes.

Lydie Delmas : le travail en crèche, c'est une découverte !

Je n'ai jamais été tentée de me dire qu'on pouvait travailler sur [l'effet pygmalion](#) en crèche.

La question du portage, du corps à corps avec les bébés malades : la différence par rapport aux filles et aux garçons.

Mon exercice syndical m'a fourni l'occasion de mettre en place un travail commun entre puéricultrices exerçant à l'hôpital, en crèche, dans le cadre de la [PMI](#) (Protection maternelle et infantile). Lien en particulier entre la CGT et un Collège de Saint-Denis. Ça a été passionnant.

Vers 2001, j'ai commencé à Bordeaux dans la puériculture. A l'occasion du 8 mars je vais interviewer les hommes. Fabuleux ! À l'arrivée d'hommes dans le travail auprès de la petite enfance à Bordeaux je suis allée les interroger sur la remarque qui leur avait été faite : « Ah! Vous allez apporter l'autorité à ces enfants! » l'un a répondu qu'il n'y a aucune qualité innée des hommes pour exercer autorité ni des femmes pour s'occuper des bébés, mais que c'est la qualification, la formation qui donne l'autorité. Cela fait ressortir la question du genre dans les métiers, dans les représentations de l'exercice professionnel, et l'idée qu'il y a des métiers qui correspondent à des qualités innées, et d'autres qui n'en demandent pas.

Marie-Françoise Bellamy : c'est vrai mais on voit bien que ça heurte de parler du genre. Nos collègues sont très en interrogation, voire quelquefois hostiles, ça ne va pas de soi.

Vincent Taconet : j'ai trouvé vos interventions particulièrement passionnantes. Le contenu renvoie au [Colloque Femmes, travail, métiers de l'enseignement](#) : *rapports de genre et rapports de classe, IUFM/Espace Marx, Bordeaux, Novembre 2009, Bordeaux : France (2009)*.

cela ne va pas de soi, ce n'est pas naturel.

quand on se donne pour objectif de travailler sur l'égalité dans la petite enfance, ceux mêmes qui se consacrent à cet objectif sont eux-mêmes empreints de stéréotypes qu'ils doivent lever.

C'est pourquoi il est important de travailler de manière collective.

Y a-t-il un lien entre cette expérience et le nom de la crèche ? Le temps de fermeture de la crèche n'a rien à voir ou a un lien avec l'expérience ?

Marie-Françoise Bellamy : la fermeture a seulement été rendue nécessaire par la rénovation des locaux.

« Bourdarias » est le nom d'un résistant... ce n'est donc pas sans rapport

Dans ce travail chacun est concerné, du cuisinier à la lingère, aux éducateurs et tous les adultes, sans considération de hiérarchie. C'est un travail collectif, de réflexion, de construction de la pensée, qui prend du temps et qui permet de lever les obstacles.

Créer, inventer : du côté des femmes ?

Introduction de la table ronde par Simone Cixous

Le pouvoir de créer, d'inventer est dans les possibles de tous, hommes comme femmes et c'est un pouvoir explosif. Dans le domaine des arts et de la culture, partagé par tous, à égalité de droit, d'abord dans l'éducation, il est générateur d'émancipation et de liberté. Comment le défendre, le préserver d'être soumis, détourné, marchandisé, dénaturé pour être confisqué au service, au profit de quelques

uns, hommes «de Pouvoir» ?

Créer, c'est déjà se créer soi-même, être autonome, pour résister, s'affranchir avec les autres de nécessités vécues comme « naturelles » : modèles, représentations qui les déterminent, pour changer ensemble les rapports de pouvoir, dans le domaine des arts, du théâtre, des sciences.

Témoignages de **Karina ketz -le lièvre**: metteuse en scène-son et membre du planning familial, nous informe de la création de Collectifs pour l'égalité des droits, portés, motivés par le [rapport de Reine Prat](#) témoignant du scandale de «l'invisibilité» des femmes dans les arts du spectacle,

Vincent Taconet : vice-président d'Espace-Marx, professeur de Lettres et de Théâtre, à partir de ce qu'il nomme la paradoxe de la comédienne, interroge comment s'intériorise, se reconnaît comme « naturel » l'inégalité des hommes et des femmes dans l'univers scolaire et le monde du théâtre.

Paul Brouzeng : historien des sciences, fait état d'une situation qui n'a pas beaucoup changé au cours de l'histoire : l'exclusion des femmes du processus de création dans le domaine scientifique et technologique.



Karina Lelièvre

interpellée sur la condition des femmes artistes par

-le livre [Une chambre à soi](#) : « il est indispensable qu'une femme ait quelque argent et une chambre à soi si elle veut écrire une œuvre ...» Virginia Woolf (1929) -Trad. Clara Malraux- Fr. 1951-

-le rapport «2006 « arts du spectacle » ou égal accès des femmes et de hommes aux postes de responsabilité, aux lieux de décision, aux moyens de production, aux réseaux de diffusion, à la visibilité médiatique. » fait l'effet d'une bombe dans le métier du spectacle : il y a moins de femmes dans les arts du spectacle que dans l'armée !

Une mise à jour de ce rapport en 2009 relève que 92% des théâtres sont dirigés par des hommes, 89% des centres consacrés à la musique, sont dirigés par des hommes, ainsi que 86% des établissements d'enseignement, 97% des compositeurs sont des hommes etc.

-Michelle Perrot : [« L'histoire des femmes, femmes et accès au savoir »](#) : les femmes ont toujours été exclues de l'abstraction (mathématiques, musique, peinture) elles peignaient, mais en privé. Il était considéré comme indécent pour les femmes d'être dans l'espace public. Des recherches historiques en France et aux USA ont révélé des centaines de femmes peintres, exposant parfois sous un nom masculin, parfois n'exposant pas du tout.

Le spectacle vivant est un endroit où on représente le monde, on y est complètement collés à ce qui existe dans toute la société. Il y a moins d'argent attribué aux femmes qui dirigent une compagnie.

Le rapport fait émerger tout ce dont il a été question ce matin :

- résistance au changement
- absence de références aux modèles
- intériorisation de l'empêchement

- figure du couple
- comment on admet que si tant d'hommes dirigent c'est que tant de femmes font tourner la maison (Dans la plupart des compagnies, sur les postes d'administration il n'y a pratiquement que des femmes, tandis que sur les postes techniques il n'y a pratiquement que des hommes)

on commence à voir émerger des femmes metteurs-en-scène ; il y a 20 ans, on comptait celles qu'on connaissait, au niveau national.

Il y a 15 ans, à Bordeaux, il n'y en avait pas ; ça commence à venir, lentement.

On avait une absence totale d'information sur les chiffres ; d'où l'idée que l'individu est seul responsable de la situation qui lui est faite. Idée que le talent est inné et explique seul le sort de l'œuvre. Or il a un rapport très précis avec les moyens attribués.

Le plus gros lobby : des hommes-hétéros-blancs qui se forment en réseaux.

Les femmes n'arrivent pas à se mettre en réseaux, elles le vivent comme quelque chose d'un peu dégradant.

Le rapport est remonté au ministère, il y a eu des petits changements :

- en 2006 ont été mis en route des saisons, des festivals, dédiés aux femmes.
- Des collectifs se sont créés à travers la France (Île de France, Poitou, Midi-Pyrénées) ; en Aquitaine on vient de le créer. A Paris un énorme travail se fait en direction des institutions au niveau national, et de la presse.

Quand on se retrouve ensemble, on se rend compte que c'est un système (c'est ce qui s'est passé pour les femmes qui se sont mises à parler ensemble des violences qu'elles subissaient). On a l'impression d'être des étrangères dans ce milieu-là ; on nous renvoie insidieusement – ou clairement – qu'on n'a rien à faire là.

C'est d'autant plus choquant justement que le spectacle vivant est l'endroit où on retrouve régulièrement « la femme : la sainte, la mère, la pute » quand on s'adresse à un public assez large les femmes sont représentées, toujours, de la même manière.

D'autres collectifs sont beaucoup plus avancés. A Bx on va essayer de faire venir des personnes sur la question du genre.

Vincent Taconet

Quand il s'agit d'interpréter des rôles, le corps est là, la question se pose crûment, mais aussi autrement. *La paradoxe de la comédienne*: ce titre reprend un titre célèbre de Diderot, *[Le paradoxe du comédien](#)*. Diderot pose le paradoxe dans la représentation. Pour que le comédien soit bon, il faut qu'il n'éprouve « nulle sensibilité », ne serait-ce que par la condition répétitive du spectacle. Il a fait avancer la réflexion sur le thème (cf. Brecht : la « [distanciation](#) »).

En clair, c'est l'idée que rien n'est naturel, tout se construit. Tout ce qui « va de soi » ne va pas du tout de soi. Il est rare qu'on évoque la question de l'interprète sans l'évoquer sous cette forme ou à l'arrière-plan. Il est intéressant de voir que Diderot est tout dans son temps et dans la doxa quand il s'agit des femmes, des comédiennes ou de l'éducation des filles. Il retrouve l'obscurantisme (voir aussi JJ Rousseau: *L'Emile* réserve à Sophie une éducation très sexiste) dans ce siècle des Lumières, l'idée dominante sur l'éducation des filles.

Cette question est à mettre en relation avec deux lieux fondamentaux dans l'histoire de l'humanité :

- le Théâtre
- l'Église

au sens où ce sont des lieux où se font des cérémonies. Leur point commun est la place du Sacré.

De manière complètement dominante dans le temps et l'espace :

- les femmes sont exclues du pouvoir dans l'Église, et de la représentation dans l'Église.
- les femmes sont exclues du Théâtre et même de la représentation sur scène. C'est le cas dans

l'antiquité grecque (les femmes ne jouent pas) ; au 17^e siècle en Angleterre (les pièces de Shakespeare sont jouées par des hommes ; en Asie et en Inde dans de nombreux lieux de représentation théâtrale. C'est le cas aussi en Europe .Montesquieu y fait allusion dans son *Epigramme sur la coutume de Florence de n'admettre que des hommes pour jouer des rôles sur le théâtre*. Aux représentations, les rôles de femmes sont joués par des hommes. Cela se réfère, fondamentalement, à l'idée qui va de soi : la femme étant le péché, elle ne peut pas représenter la religion, mais il faut aussi au maximum éviter de la faire jouer sur scène.

- Elle est en effet « l'imitation par excellence », et il n'est pas question qu'elle excelle. La question est réglée de nos jours mais le naturel revient sous forme d'autres galops ou d'autres allures...

La paradoxe scolaire : en France, de nos jours, scolairement, massivement, jusqu'au lycée inclus, les filles sont les meilleures et les plus obéissantes. Mais elles deviennent les moins nombreuses dans les filières d'excellence et dans les filières scientifiques. On fait le même constat dans tous les pays d'Europe.

Interview menée auprès de Nadia Chabanne, tête de liste du mouvement Ettajid aux élections du 23 octobre 2011, au sujet de l'éducation en Tunisie: les femmes sont 63% des effectifs d'étudiants à l'université ; sont toujours allées dans des écoles mixtes, il n'y a pas de filles-littéraires ou de garçons-matheux. Tout cela dans des conditions qui n'allaient pas de soi, en Tunisie, sous Bourguiba, et après...voir l'interview par Agathe Mercante dans *L'Humanité* (23/24/25 Septembre 2011).

La paradoxe de la comédienne : ce terme est lié à mon expérience d'enseignant en section théâtrale, obligatoire, dite «lourde». Sur plusieurs années, avec Jean-Luc Ollivier, nous avons fait passer le bac théâtre dans l'Académie de Toulouse. Nous avons constaté que, de façon très dominante (Tarbes, Lectoure, Cahors, Toulouse...), quand les élèves nous présentent leur travail (préparé avec leur enseignant et professeur de théâtre) les filles interprètent des rôles de garçons. Si on leur demande: « pourquoi vous avez choisi des rôles de garçons ? » elles répondent « je ne sais pas » ou trouvent la question incongrue. Les femmes sont hyper dominantes dans les sections théâtre ou littéraires, il paraît d'autant plus naturel qu'elles prennent des rôles masculins... cette nécessité relève plutôt de la cécité...

Au lieu de se construire par rapport à la sexualité et par rapport au genre, à travers ce trait théâtral de la relation directe avec le corps, d'une certaine façon les filles niaient cette question, l'évacuaient, s'interdisaient d'être présentes en tant que filles sur le plateau.

Il va de soi que rien n'interdit à une fille d'interpréter un rôle de garçon sur scène. L'inverse aussi.

On peut cependant constater que quand les hommes interprètent des rôles féminins, ce sont, de manière très dominante, des rôles burlesques tournant en dérision des femmes.

Quand des femmes interprètent des rôles d'hommes, la question qui se pose la plupart du temps, c'est qu'elles sont perçues à contre-emploi sauf si ce rôle fait sens théâtralement. (ex. Marivaux, *La fausse suivante* : y apparaît une femme ayant choisi de se déguiser en homme, pour mettre à nu le pouvoir et le mensonge masculin, comme celui de la classe dominante).

En théorie ou dans la vie, la question du genre, avant d'être reconstruite, niée, montée, ou démontée, suppose une réflexion, une conscience de la question, au commencement. A faire savoir.

Paul Brouzeng

Mon propos concerne le mouvement des connaissances scientifiques dans les disciplines fondatrices de la Science Moderne du XVI^e et XVII^e siècle à nos jours, c'est-à-dire les

sciences de la nature (physique, chimie, biologie) et les mathématiques. Nous allons essayer de décrire le rôle joué par les femmes dans ces avancées. Disons d'emblée qu'elles furent très peu nombreuses et que celles que l'Histoire a retenues ont dû faire des efforts considérables et user de ruses et de stratégies originales pour accéder à cette reconnaissance. Nous avons pris quelques exemples significatifs de cette situation :

La Marquise du Chatelet 1706 – 1749 : Elle fut la première à traduire en français les « Principes » de Newton publiés en 1753. C'est « La Femme des Lumières ». Amie de Voltaire elle devait se déguiser en homme pour se réunir avec les savants français de son époque parmi lesquels Maupertuis et Clairaut.

Marie Anne Pierrette Paulze 1758 – 1836 : Epouse et collaboratrice de Lavoisier, fondateur de la Chimie Moderne, traductrice des textes scientifiques et dessinatrice des planches du savant et dont il est fait de trop rares références au rôle déterminant qu'elle prit à l'œuvre de Lavoisier.

Autre destin remarquable, celui de

Sophie Germain 1776 – 1831 : connue pour un théorème d'arithmétique qui porte son nom elle nous laisse aussi des travaux importants sur l'élasticité des corps. Elle publiait sous un nom d'emprunt masculin Antoine-Auguste Leblanc.

Plus tard au cours de la deuxième moitié du XIXe siècle,
Sofia Kovalskaia 1850 – 1891 : Mathématicienne d'origine russe a connu les pires difficultés pour être admise dans les cénacles scientifiques et publier dans des revues. Elle nous laisse un théorème dit de Cauchy -Kovalskaia. A la fin de sa carrière, elle a enfin obtenu un poste à l'université de Stockholm et un prix de l'Académie des Sciences en France. Signalons sa présence et sa participation à la Commune de Paris en 1871.

Emmy Noether 1889 -1935 : Mathématicienne et physicienne, qui tout au long de sa carrière, a subi des discriminations en raison de son origine juive et de son genre. Sa présence dans les universités allemandes fit l'objet de jugements hostiles de la part de responsables scientifiques. Citons notamment les remarques de l'un d'entre eux selon lequel : « *L'instauration de la mixité bouleverserait l'ordre académique* » et s'interrogeait de la façon suivante : « *Que penseront nos soldats quand ils reviendront à l'université et verront qu'ils doivent apprendre aux pieds d'une femme ?* » Elle a obtenu enfin un poste d'enseignant à Göttingen « sans salaire ni reconnaissance officielle ». Pour Einstein, qu'elle a rencontré aux Etats-Unis après l'accès d'Hitler au pouvoir et son exil forcé, elle demeure « la femme la plus importante de l'histoire des mathématiques ».

Marie Curie 1867 – 1934 : On connaît sa contribution exceptionnelle au progrès des connaissances. Elle ne fut jamais élue membre de l'Académie des Sciences en France malgré ses deux prix Nobel.

Ces discriminations apparaissent évidemment de façon éclairante dans l'attribution des prix Nobel fondés en 1901. En physique, par exemple, il n'y eut que deux femmes Marie Curie (1903) et Maria Goeppert Mayer (1963). Les autres, plusieurs centaines, furent attribués à des hommes. En chimie quatre femmes seulement seront récompensées, en physiologie médecine 10 femmes. Il n'existe pas de prix Nobel de mathématiques mais depuis 1936 les médailles

Fields attribuées tous les 4 ans jouent un peu ce rôle de reconnaissance mondiale. Pas une femme à ce jour n'a obtenu de médaille Fields.

Dans le monde des techniques, les statistiques montrent que, bien que des résultats au niveau du Baccalauréat soient un peu en faveur des filles, au fur et à mesure que l'on monte dans les formations universitaires (IUT, Grandes Ecoles, formations technologiques) on constate une véritable « évaporation » féminine. Les femmes disparaissent au niveau des responsabilités les plus importantes assumées dans les laboratoires et les entreprises. Les choses ont un peu changé depuis quelques décennies mais nous sommes loin de l'égalité.

Quelles sont les raisons de cette discrimination ?

Dans la « Domination masculine », le sociologue Pierre Bourdieu nous donne quelques pistes en analysant le rôle joué par les cadres institutionnels dans la perpétuation de l'image dévalorisée de la femme :

- La famille
- Les églises dont l'antiféminisme est profond
- L'école et le système éducatif qui continuent de transmettre les présupposés de la domination patriarcale
- L'Etat et les institutions en général (les médias ...)

Néanmoins les changements qui ont affecté la société dans les deux derniers siècles ont quelque peu bousculés les préjugés discriminatoires et nourri des actions de résistance à cette situation. L'accès des femmes au travail salarié, leur présence accrue dans l'enseignement secondaire et supérieur notamment, ont favorisé la prise de conscience et le combat contre ces inégalités.

Pour en revenir à l'histoire, il est paradoxal de noter que Jean-Jacques Rousseau, considéré, à juste titre comme un partisan de la liberté, conseillait aux femmes l'étude de la botanique seule discipline accessible à « l'esprit féminin » en ajoutant :

« La recherche des vérités abstraites et spéculatives des axiomes dans les Sciences, tout ce qui tend à généraliser les idées n'est point du ressort des femmes, leurs études doivent se rapporter toutes à la pratique ; c'est à elles à faire l'application des principes que l'homme a trouvés et c'est à elles de faire les observations qui mènent l'homme à l'établissement des principes »
(Extrait de l'Emile ou De l'Education)

La situation actuelle montre que le chemin sera long pour parvenir, aux prix de luttes et de démarches de persuasion, à l'égalité.

Retranscription de l'intervention de Paul à O2 radio, reprise pour l'essentiel dans la conférence (transmise par Jacques Brunet responsable du comité de rédaction de L'Écho des Collines, mensuel Rive droite)

Je rends hommage à ces femmes qui ont laissé un nom dans l'histoire. Tout le monde connaît Marie Curie : elle a eu deux prix Nobel ; elle n'a jamais été admise à l'Académie des sciences. Ces pratiques que l'on peut qualifier d'antiféministes traduisent pour une bonne part les discriminations subies par les femmes dans l'ensemble des secteurs de la vie sociale.

Le problème n'est pas réglé. L'Académie des Sciences fondée en 1667 a vu pour la première fois une femme nommée en 1979 : Mme Choquet-Bruhat. Cette institution composée de 250 membres ne comporte à ce jour que 7 femmes. Le plus révoltant c'est que les femmes, bien qu'elles aient des résultats quelquefois supérieurs, ou au moins égaux à ceux des hommes, abandonnent les carrières scientifiques, ou quand elles les choisissent, elles n'accèdent jamais aux postes hiérarchiques les plus élevés et aux postes de reconnaissance occupés par les hommes.. Dans l'Université, au fur et à mesure que l'on monte dans les échelles de responsabilités, les femmes disparaissent. Les responsables, pour la plupart d'entre eux, sont des hommes. On peut penser que les hommes jouent un rôle très négatif dans cette situation. Je crois que c'est plus profond que cela : toute la culture, l'éducation, les faux arguments selon lesquels il existe des carrières dites féminines, d'autres masculines tentent de justifier cette discrimination. Dans le domaine technique, écoles d'ingénieurs, ce phénomène est amplifié. Il est bon que, dans cette bataille, les femmes s'engagent mais les hommes également. Il s'agit de créer les conditions d'accès des femmes aux plus hautes responsabilités, à la mesure de leurs talents, dans ces domaines.

Changer le travail ?

Introduction de la table ronde par Maryse Lassalle

Marie-Claude Ruiz

68 ans, ancienne occupante de St Jo – lutte pour maintenir l'industrie en France . 30 ans après cette lutte redevient d'actualité.



On a tout fait pour éliminer tous les ensembles industriels. Plus de la moitié du personnel était syndiqué, à St Jo. Au travers de la recherche de rentabilité il y avait aussi la recherche de la casse des esprits ; il s'agissait de séparer les gens qui pouvaient réfléchir à partir du travail manuel., des gens qui étaient plus intellectuels. Cette séparation, on la paie très cher aujourd'hui. L'idéologie des années 70, il fallait devenir propre, effacer des mémoires le charbon, etc. : on a externalisé l'exploitation capitaliste, elle a pris une autre forme.

La lutte... quelques fois on peut gagner. Nous avons ré ouvert en 82 sur un plan qui pour moi était foireux – pour se débarrasser des conflits au moment où la gauche est arrivée au pouvoir en 81 – c'est montrer au public que la classe ouvrière n'est pas capable de se prendre en main...

je suis partie en 84 (maladie, chômage, recasée dans les hôpitaux, le nettoyage des écoles etc.)

l' ANPE m'a trouvé du travail ; pour avoir un certificat autre que « St-Jo » (on était très mal vues) j'ai travaillé dans une boutique... je suis partie parce que je ne pouvais pas supporter. Quand vous avez des relations sociales, un syndicat, un CHSCT, sur lesquels vous appuyer, vous pouvez rester

débout ; l' être humain, là , il peut être bien, avoir le sourire, même si le travail est très dur.

Je suis installée à mon compte, artisanne, je suis une syndicaliste, je me suis bagarrée pour la formation continue. Je suis fana de la formation continue, quelle qu'elle soit. La première chose à faire c'est de former les femmes, sans quoi elles ne peuvent ni s'affranchir, ni s'épanouir.

J'ai 68 ans, j'ai tenu le coup, avec des relations humaines, ne pas vieillir « devant un carré ».

C'est intéressant de discuter avec les gens. Les femmes, je les entends, je ne suis pas en dehors. Elles rigolent pas tous les jours, pourtant elles n'ont pas les mains sales... elles subissent une surveillance qui ne veut pas dire son nom, elles ont un rendement à tenir.

L' Humain doit être au centre, on doit le respecter, respecter le travail c'est toute une éducation.

Dans ma clientèle, il faut donner une leçon sur le travail.

Adrien Mazières-Vaysse

J'ai travaillé sur la précarité et je continue à m'intéresser aux femmes au travail.

Deux idées reçues à balayer :

- les femmes auraient commencé à travailler au XX^e siècle
- elles auraient commencé à la fin de la période de plein emploi, dans les années 50-60

les femmes ont toujours travaillé, dans les milieux populaires. A noter au 19^e le « domestic system », exemple dans l'industrie du textile ; pendant les guerres, et en continuant ensuite dans le travail domestique.

L'entrée des femmes dans le salariat a créé une rupture importante, notamment dans les années 60 avec l'irruption du secteur tertiaire. C'était une période de plein emploi masculin.

40 ou 50 ans après, le travail des femmes reste différent de celui des hommes : il est marqué par les cycles de la vie familiale plus que chez les hommes (pluri-activités, intermittence du travail)

la précarité de l'emploi chez les femmes :

- temps partiel. Sur 24 Millions de salariés, 800.000 sont des hommes, dont 6% travaillent à temps partiel

3,6 millions sont des femmes, dont 30% travaillent à temps partiel

- l'intérim et l'apprentissage sont plutôt masculins
- temps partiels et CDD sont plutôt féminins
- le taux de chômage des femmes est toujours supérieur à celui des hommes. Depuis le début de la crise économique, il y a une inversion de la tendance car nombre de femmes se sont retirées du marché du travail.
- Les inégalités prennent une forme particulièrement importante quand on regarde les hiérarchies professionnelles ; ces inégalités se cumulent avec d'autres rapports sociaux : être jeune, sans diplôme, issu de l'immigration etc)
- la part des allocataires des minima sociaux chez les hommes et les femmes : le minimum vieillesse concerne plus de femmes que d'hommes, et l' API concerne quasi uniquement des femmes.

Les raisons de cette sur précarité féminine ?

- l'ensemble des processus qui ont entraîné la précarisation du monde du travail et de l'ensemble de la société (qui touche autant les femmes que les hommes) : sous-traitance, privatisation du secteur public notamment
- une précarisation spécifique provient des facteurs qui sont liés au monde de l'entreprise : modes de régulation du marché du travail, de l'entreprise, « double journée » pour les femmes, travail domestique qui n'est pas considéré comme un travail social, étant non rémunéré, non reconnu. Les femmes sont passées d'une moyenne de 5h à 4h30 de travail domestique quotidien, les hommes étant passés dans le même temps de 2h07 à 2h 13...
- toutes les mesures que peuvent avancer les organismes syndicaux, le mouvement social, ne suffisent pas à en finir avec la précarité spécifique qui touche les femmes.
- La division sexuée du travail est un héritage de l'histoire : le salaire des femmes est encore considéré comme un salaire d'appoint par le patronat et les États (le salaire masculin étant considéré comme celui qui doit faire vivre la famille)

la précarité chez les femmes comme dans les autres groupes sociaux n'empêche pas les résistances.

- on constate une baisse indéniable de certaines formes de conflictualité sociale
- Dans beaucoup de secteurs on observe un certain nombre de conflits dans des conditions d'emploi pourtant très difficiles (grève des précaires dans les années 2000 dans la restauration rapide, les centres d'appel, le nettoyage, la grande distribution ; dans toutes les entreprises qu' on a réorganisées des années 80 aux années 2000 par la casse des collectifs de travail).
- Il y a toujours à des vitesses variables, reconstruction des solidarités. Ex dans le secteur de la logistique, un secteur neuf, qui était un désert syndical il y a 20 ans ; aujourd'hui on est à 3, 4% de syndicalisation, c'est à peine moins que dans le secteur moyen privé en France.
- Les résistances collectives ont décliné en nombre de journées de grève mais la conflictualité au travail (pour les femmes en particulier) s'exprime d'autres manières : arrêts-maladie à répétition, grève du zèle, souvent par des formes juridiques du conflit, des formes de grève dans lesquelles on se débrouille pour alterner ; des manifs sans grève, des prises massives d'heures de RTT, pétitions, débrayages d'une heure etc.
- on note un retour des revendications assez traditionnelles : les salaires, le temps de travail, le temps partiel imposé, le climat des relations au travail (atomisation des salariés), l'emploi et les conditions de travail.

En 2008, grève longue des caissières du Grand Littoral, près de Marseille : elles revendiquaient une prime exceptionnelle de 150 €, le passage à temps complet, une augmentation des tickets-restaurant de 3 à 5 €.

En 2009, grève assez massive des travailleuses du nettoyage à Berlin « la propreté ça a un prix »

Signification importante de ces revendications :

- ces travailleuses sont dans la recherche de la reconnaissance du travail bien fait – elles renvoient à la double dimension du travail : exploitation, souffrance, mais aussi création, émancipation, fierté, source de reconnaissance, de plaisir, de statut social. La perte du sentiment de faire un travail utile socialement est une des explications de ce qui plonge certains salariés dans des formes de souffrance qui peuvent conduire aux extrémités de la

dépression et du suicide.

- la revendication du temps de travail touche à la double dimension du travail féminin et à la précarité spécifiquement féminine : le travail marqué par une division sexuée. C'est une revendication qui s'attaque directement à l'idée que le salaire féminin doit être un salaire d'appoint.
- la revendication d'un meilleur climat dans les relations de travail : le travail doit être un rapport social d'épanouissement, d'échange, de prise en charge du travail individuel par le collectif. C'est important par exemple dans le secteur des services à la personne, qui s'apparente de plus en plus à un travail social, médical, dont on ne reconnaît ni l'importance ni la compétence.

En résumé :

Comment réfléchir à la manière dont on pourrait en finir avec cette précarisation spécifique ?

- il faut créer du collectif - avec la volonté de lutter contre les divisions
- il faut mettre au cœur des revendications la question du temps de travail ; interroger le travail dans sa dimension d'exploitation, le temps de travail féminin étant en partie non rémunéré – le travail domestique.
- La question de la précarité des femmes ce n'est pas seulement s'attaquer à la précarité du travail salarié, c'est aussi solidariser une partie du travail domestique.

Débat

Question à MC Ruiz : demande de précision sur les « St Jo »

Marie-Claude Ruiz : il y avait des usines à Sainte-Foix, Gradignan, Podensac, Bazas, Guitres...

on a cassé les entreprises, on a cassé le savoir pour reconstruire autre chose (c'est le plus terrible) avec quoi ? Avec qui ? C'est vrai pour tous les métiers : on a cassé l'Éducation Nationale. Je suis très inquiète pour la reconstruction de l'industrie.

La formation, c'est ce qui est le plus important. L'Éducation Nationale s'est déchargée de la formation sur les entreprises. Quand l'artisan est un militant, il va faire passer des choses...

on a fait croire que consommer c'est la liberté, on nous a dit de plus qu'il faut aider les pays du tiers monde à se développer... mais il faut permettre aux gens d'avoir un travail et de transformer le travail. Voir [« les mains bleues »](#) (issue d'un atelier d'écriture). ; il y a une régression du travail, parce qu'on travers du travail il n'y a pas que ça, mais aussi la solidarité, le syndicalisme, qui sont touchés.

Maryse Lassalle : le livre « d'ombres et de lumières », sous forme romancée, présente avec précision la lutte des ouvrières de St Joseph de 1976 à 1986, qui a laissé à Bordeaux beaucoup de traces. Quelques exemplaires sont disponibles.

Pourquoi s'engager ?

Introduction de la table ronde par Marie-Noëlle Mathieu

Les femmes se sont engagées depuis longtemps sur le terrain (pensons par exemple au rôle des Femmes dans la Commune de Paris), mais il a fallu de longues luttes pour que leur participation à la vie démocratique soit reconnue par les lois.

En 1920 les femmes mariées obtiennent droit de se syndiquer sans accord du mari, mais c'est seulement à partir de 1965 qu'elles peuvent travailler sans son consentement.

C'est seulement en 1944 qu'elles obtiennent le droit de vote en France, ce qui signifie, ne l'oublions pas, le droit d'être électrices, mais aussi le droit d'être éligibles. Pourtant, il faut une nouvelle loi en 2000 pour imposer 50% de femmes sur les listes électorales (avec des restrictions d'ailleurs) ; on observe quelques changements mais en 2007 il n'y a que 18,5% de femmes élues aux législatives.

La question des quotas se pose aussi dans les syndicats où les instances dirigeantes sont majoritairement masculines. SUD par exemple a entériné en 93 le quota de 33% de femmes dans sa hiérarchie, mais au plus haut de la hiérarchie on est seulement à 20%.

En 2011, sur 80 organisations syndicales affiliées à la Confédération Européenne des Syndicats seules 5 sont dirigées par une femme (sachant que 44% des adhérents sont pourtant des adhérentes)

Bien que ce ne soit pas le sujet précis que nous allons aborder, il m'a paru utile de rappeler brièvement ce contexte parce que c'est celui dans lequel se situe la question concernant notre forum: les femmes changent-elles les pratiques politiques et syndicales ? Font-elles émerger de nouvelles questions et de nouvelles manières de s'en saisir ?

Marion Paoletti

Après plus de dix années de réforme paritaire, quels changements éventuels peut-on noter ?

Un changement majeur : les lois coercitives pour imposer la présence des femmes : en 99, 2000 et 2007

Ce changement gagne d'autres secteurs que les lieux de pouvoir.

La question des experts : parité en 2008, loi sur les Conseils d'Administration

les revendications aujourd'hui sont différentes de celles du féminisme des années 70, plutôt centrées sur la vie privée, les contraceptions.

Le féminisme se désintéressait des lieux de pouvoir ; aujourd'hui il y a encore un désintérêt plus grand des femmes pour la politique(à conditions égales avec les hommes) et une attitude plus critique.

Longtemps les qualités des femmes étaient considérées comme mal ajustées aux rôles politiques ; on a vu, avec toute la controverse autour de la parité, une sorte de renversement du stigmata. Autour



des années 90, les qualités féminines deviennent des qualités positives, avec l'idée que les femmes vont sauver la démocratie, réenchanter la politique. En 2001, aux élections municipales, on assiste à une célébration des femmes en politique. C'est le fameux « les Femmes font de la politique autrement »

Qu'est-ce qui se passe dix ans après ? Pour aller vite la question est plutôt : qu'est-ce que la politique fait à cette réforme paritaire ? Comment elle absorbe les choses ? C'est une révolution conservatrice. La normalisation est assez rapide, la politique reste un monde hyper concurrentiel (« libido dominandi ») ; face aux attentes fortes collectives on a vu plutôt une professionnalisation de certaines femmes élues. La politique reste hyper-professionnalisée, avec un désir de domination qui ne répond pas aux étalons féministes de citoyenneté :

- standards particulièrement hauts sur féminisme, citoyenneté et pouvoir ; le « pouvoir sur » a remplacé le « pouvoir de » faire revendiqué par le courant participationniste du féminisme « les femmes et la politique autrement »
- le bilan est léger : les règles de la politique apparaissent immuables, les femmes semblent les adopter. Une certaine maintenance du système politique incite les femmes à cumuler.
- La parité a renforcé le leadership masculin
- globalement les règles politiques de la 5^e république paraissent assez immuables et la parité ne suffit pas à les changer.
- Le féminisme a changé en partie la politique sur les thèmes promus : nouveaux droits pour les femmes, élargissement de la conception de ce qui est politique, politisation des affaires privées ; cela continue : parité domestique, l'injustice ménagère est devenue une question sur l'espace public.
- Le féminisme a réussi à contester le monopole masculin sur les grandes activités politiques : généralisation de la question « combien de femmes dans un monde d'hommes ? », question des expertes sur l'agenda médiatique.
- des questions sont entrées dans l'espace politique, elles ont réussi à critiquer l'égalitarisme occidental qui n'est vrai que pour l'Homme blanc...La réforme a été efficace en ce sens, mais est-ce un effet de la seule réforme ou du féminisme ?
- Mouvement qui a cherché à promouvoir d'autres conceptions du pouvoir cf la [Marche mondiale des femmes](#) : un pouvoir plus horizontal.
- le féminisme n'a pas fini de promouvoir d'autres questionnements du pouvoir : conservation de l'ordre politique tel qu'il est. L'univers où entrent les femmes est violent, caractérisé par une lutte pour les places et elles y ont été prises. L'inertie est extrêmement forte. De plus elles sont en général profanes et ont été recrutées directement par les leaders.

En 2004, premier appel de la parité au niveau régional, les femmes sortantes sont moins souvent reconduites que les hommes sortants. Les règles électorales favorisent les leaders en place qui font les listes.

- La parité n'est plus tellement la cible de critiques sexiste dans les assemblées locales, mais elle peut y amener la fin des revendications féministes.
- La parité a changé les rapports(il y a moins d'insultes), mais il n'y a pas de revendication féministe par les élues elles-mêmes. Les élus établis ont repris à leur compte le discours féministe, les femmes ont perdu leur plus-value.

- On constate une professionnalisation rapide de certaines femmes, qui sont laissées tomber assez vite leur engagement de ne pas cumuler : la dimension civique n'a pas tenu très longtemps.
- Le système politique a plutôt absorbé cette réforme.

Lydie Delmas : le féminisme dans l'engagement syndical

Parler du rapport entre féminisme et syndicalisme, pour moi, c'est parler de la construction du rapport entre une personne et un collectif : la construction d'un puzzle.

Dans les années 1970, à la question « pourquoi s'engager dans le féminisme ? », j'ai répondu : pour lutter afin d'obtenir des droits portant sur des questions relevant de la vie privée : le droit à la contraception, l'avortement, la reconnaissance juridique du viol comme étant un crime, etc. ; tandis que l'engagement dans le syndicalisme, c'est lutter pour des revendications relevant de la vie professionnelle. Par ailleurs, je regardais, je crois aujourd'hui, avec une certaine condescendance (alors que j'avais beaucoup de respect pour les militantes), les publications sur des luttes des femmes, et les revendications pour les droits des femmes portées par la CGT (qui d'ailleurs, s'y implique depuis les années 40 !). Je ne me reconnaissais pas dans leurs initiatives que je percevais comme ouvriéristes alors qu'elles ne l'étaient pas forcément. Mais j'étais une jeune femme exerçant un de ces métiers en pleine mutation à l'époque, un métier d'infirmière, débouchant en 1988, sur une grande lutte dont le slogan, éminemment féministe, était : « ni bonnes, ni nonnes, ni connes »

...

Dans les années 80, le puzzle s'est mis en place. Lors d'un congrès CGT de mon hôpital, je suis intervenue sur la violence verbale subie par les soignantes de la part de certains chirurgiens, propos qui ont été repris dans le débat pour signifier qu'il s'agissait d'une réalité à prendre en compte dans l'activité syndicale quotidienne sur les conditions de travail. J'ai soudain compris que les rapports sociaux au travail ont à voir avec les rapports sociaux dans toute la société.

Depuis, j'ai toujours travaillé sur les deux en même temps, dans le syndicat de mon hôpital, au niveau du département, de la fédération, au niveau CGT national. J'y ai repéré systématiquement les propos sexistes des copains.... incompréhension totale, de la part des hommes mais aussi de femmes parfois. Au CHU, j'ai eu besoin de l'aide du collectif départemental ; j'ai appris à travailler à partir d'une problématique exprimée par des femmes salariées puis, petit à petit, lors des débats proposés le 8 mars, systématiquement, la parole s'élargissait à d'autres aspects.

Chaque fois qu'on a amélioré quelque chose pour les femmes salariées, on en a étendu le bénéfice à tous les salariés.

Aujourd'hui tant à la CGT que dans la société, ce n'est pas gagné. Mais partout ça avance. Depuis les années 90 il y a eu une impulsion très forte dans toute la CGT. Dans les syndicats, il persiste, par endroits, une résistance à l'accès des femmes aux postes les plus élevés ; et en même temps, le sujet n'est plus tabou, il se parle, il se met à l'ordre du jour de beaucoup de réunions. On observe des comportements contradictoires et sexistes de la part de militants qui refusent de s'intéresser à une réunion sur le thème « féministe » ; ce qui n'empêche pas les mêmes de se réjouir d'avoir obtenu une promotion pour une femme et d'avoir pour ça mené une lutte acharnée (mais ils ne pensent pas avoir mené une lutte féministe)! Il est difficile de remplir les stages spécifiques sur l'égalité salariale et en même temps, l'intérêt des militants grandit sur ce sujet.

Pour ce qui concerne l'actualité des négociations sur l'égalité professionnelle, les situations sont également très diverses.

La négociation peut être subie; les accords ne sont alors qu'une coquille vide. Les négociations

impulsées sur l'exigence des représentants du personnel dépendent de la démarche syndicale qui va se mettre en place (selon qu'on travaille ou pas avec les femmes salariées de l'entreprise). Si l'ordre du jour des négociations amène l'envie de rechercher des informations, de se former, de consulter les salariées: là, le contenu des accords est consistant.

Qu'apporte le féminisme au syndicalisme ?

Le féminisme introduit au syndicat des demandes nouvelles, d'intimité notamment (vestiaires, temps d'hygiène féminine, horaires de travail par rapport à la garde des enfants, pétition pour la gynécologie, droit à la contraception et à l'avortement) ; il pose la question de la valeur de la parole des femmes et des hommes dans une organisation.

Il apporte le fait de s'inscrire systématiquement dans une vigilance permanente : mettre en place le « gender main training », rendre visibles les problèmes spécifiques qui se posent aux femmes, les actions menées par des femmes ; veiller à ce que la parole d'une femme ait la même valeur que celle d'un homme.

Le sujet du droit des femmes n'est plus tabou pour le syndicat.

Cela est porté par le CGT maintenant de manière systématique au sein des actions, et se parle de plus en plus. Les initiatives pour le 8 mars et le 25 novembre (sur les violences faites aux femmes) connaissent une plus large diffusion de tracts de la part des syndiqué-e-s.

Il y a une impulsion nationale, régionale, départementale : on arrive à la parité dans les congrès, la commission exécutive au niveau national, au niveau département aussi, ainsi qu'à la délégation CGT du Conseil Économique et Social. La crédibilité est acquise pour les actions militantes concernant l'égalité de genre.

Au niveau de la région, la CGT participe à un projet européen pour un travail commun avec plusieurs syndicats en Espagne, Italie, Pologne, Allemagne, établissant des diagnostics comparés de l'emploi des femmes dans nos régions, à partir de recensements, et définissant des engagements. Cette analyse permet de mesurer l'impact sur les femmes, au niveau européen, des mesures prises pour résorber la crise car la crise en Europe touche encore plus particulièrement les femmes que les hommes.

Un travail de plus en plus important est conduit en commun avec les associations féministes (comme le Collectif Bordelais(et National) pour le Droit des Femmes), ce qui apporte au syndicalisme une énorme ouverture d'esprit, même si la CGT aborde la question du genre plus particulièrement dans son champ d'activité, celui du travail. Par exemple, avec la volonté de l'échange avec celles qui nous entourent, nous, femmes militantes, plutôt athées, laïques, rencontrons, dans des débats extrêmement forts, et passionnants, des femmes engagées dans une religion (protestante, musulmane, juive, catholique) et engagées dans des actions pour l'égalité entre les hommes et les femmes.

Qu'apporte le syndicalisme au féminisme ?

Le travail commun syndicat-association apporte un grand enrichissement mutuel. L'engagement syndical dans les associations féministes leur donne, je pense, de nouvelles pistes de réflexion :

La dimension des stratégies patronales : comment elles peuvent se combiner avec les questions du genre. Incidences sur la vie privée, la retraite. Le cumul des tâches (travail et famille) pas la conciliation...

La dimension professionnelle avec les enjeux des filières de métiers par genre et les inégalités salariales

La dimension collective dans toutes ses déclinaisons : l'impact des stratégies publiques et des nouvelles politiques publiques.

Une lecture précise de l'intrusion, dans la sphère du travail, de la violence masculine de la sphère privée, voire la construction de revendications

Une connaissance très fine du salariat.

Féminisme et syndicalisme s'enrichissent mutuellement.

J'ai compris, dans mon champ professionnel, que le mandarinat a à voir avec le patriarcat.

Je pense que la notion de consentement est le nœud qui retient les femmes. Et je pense qu'il faut y ajouter une double notion « disponibilité, disposition » : une femme est censée être à la disponibilité de son employeur (comme tout salarié) mais, en plus, à la disposition de sa famille – au prix d'une gymnastique mentale.

Débat

Myriam Moura : pourrait-on faire un parallèle avec la politique ? Les femmes ne sont-elles pas plus pugnaces dans le syndicalisme que dans le politique ? Au travail on est obligée de se défendre, dans le monde politique quand on y entre, on est toujours un peu tributaire de ce milieu patriarcal. N'y aurait-il pas quelque chose à faire pour aider les femmes qui sont élues ?

Marion Paoletti : la dimension stratégique par les leaders. Des femmes renoncent aussi parce que c'est un univers violent, ou que c'est la double journée pour elles. Dans le syndicalisme, il y a une dimension volontaire qui vient d'une prise de conscience. Les femmes élues sont en compétition pour des postes, des carrières, c'est spécifique à la lutte politique plus qu'à la lutte syndicale. Il serait naïf de croire que les femmes qui entrent dans un système qui est celui de la 5^e République, pourraient faire autrement. Ça tient, avec les groupes de soutien mutuel, ou les partis, mais pas dans l'exercice du pouvoir.

Corinne Mercier : on peut trouver aussi bien dans les instances syndicales que politiques des problèmes de testostérone. Je n'ai pas noté de différence, pour avoir été syndicaliste et élue aujourd'hui.

Marion Paoletti : l'indicateur qui nous intéresse c'est le cumul des mandats, pour lequel l'engagement à ne pas cumuler a été très vite abandonné. Les femmes se présentent comme des « malgré nous » du cumul. Conversion qui pose question.

Lydie Delmas : quand on travaille précisément sur la place des femmes dans les organisations syndicales, on se rend compte que, très souvent, les femmes ne continuent pas avec un second mandat. Pourquoi ? Pour le savoir il fallait qu'on les réunisse et qu'on en parle avec elle avant la réunion générale. Deux raisons sont ressorties : - c'est compliqué au niveau des horaires – la valeur de la parole des femmes n'est pas la même que celle des hommes.

Marie-Noëlle Mathieu : il y a une grande différence pour les femmes, selon qu'elles peuvent se situer collectivement ou qu'elles sont isolées. Si on veut changer quelque chose, c'est par une poussée collective des femmes et il faut également que les hommes cessent de cumuler. En fait c'est une question de pouvoir collectif. Si on veut que ces femmes se manifestent comme féministes, il faut qu'elles soient ensemble.

Marion Paoletti : et qu'elles soient conscientisées. Des enquêtes montrent un refus de se dire féministes de la part des femmes enquêtées.

Intervenante : ces mutations ne peuvent se concevoir que sur la longue durée : il s'agit d'abattre des millénaires de domination masculine. L'éducation est importante pour la formation d'un esprit autre, et c'est à mesurer sur le long terme.

Lydie Delmas : quand une femme est responsable d'une organisation, elle ne lâche pas le morceau sur la question des femmes.

Intervenante : au moment de cette lutte pour la parité on s'est fait traiter de tout ! On est allées de l'avant. Et puis on a remarqué que les femmes avaient été choisies au détriment des militantes aguerries mais qui n'avaient pas l'échine assez souple.

Marion Paoletti : pour appréhender la parité il faut être dans un temps long qui se pose à tous les nouveaux entrants . La parité a été renforcée par la droite, mais n'a pas été dissociée du cumul des mandats : étant donné le contexte d'application de la réforme, elle s'est faite sans bouger les enjeux politiques. Il faudrait évidemment voir la suite sur les temps longs.

Karina Lelièvre : la transmission de la mémoire collective est déterminante. J'ai vu récemment un documentaire sur les « suffragettes », j'ai découvert que cette lutte était en fait très violente, et qu'elle avait duré 50 années ! On l'a pratiquement oublié, en tous cas édulcoré. Dans la lutte des femmes, à un moment il faut forcer les choses, car il y a des résistances en face.

Il faut des réunions non mixtes pour faire parler les femmes.

On invisibilise une certaine forme de violences que peuvent avoir les femmes à certains moments : c'est peu écrit, et peu décrit.

Conclusion, projets : bâtissons ! Par Marie-Claude Saliceti

Lecture de la déclaration de la Marche mondiale des femmes, particulièrement en phase avec toute l'orientation de ce forum « les femmes pour changer de société ? »



8 mars - Journée Internationale des Femmes 2012

Déclaration internationale de la Marche Mondiale des Femmes

Ce 8 mars, nous, femmes de la Marche Mondiale des Femmes, continuons à marcher, à résister, et à construire un monde pour nous, les autres, les peuples, les êtres vivants et la nature. Ces actions s'affrontent toujours aux revers du paradigme mortel du capitalisme – avec ses fausses solutions aux crises – et à une idéologie fondamentaliste conservatrice.

Nous traversons une crise du système capitaliste, raciste et patriarcal. Ce système nous impose, pour se maintenir, des « mesures d'austérité » terribles qui nous obligent, nous, les peuples, à payer pour une crise que nous n'avons pas provoquée : ces sont des coupures budgétaires dans tous les services sociaux, des réductions des salaires et des pensions de retraite, l'encouragement à la guerre et l'avancée de la dégradation de tous les domaines de la vie.

Nous, les femmes, nous payons le prix le plus élevé : nous sommes les premières à être licenciées et, en plus des tâches domestiques les plus courantes, nous sommes obligées d'assumer les fonctions couvertes auparavant par les services sociaux. Ces mesures favorisent le poids de l'idéologie patriarcale, capitaliste et raciste, et sont l'expression des politiques qui suscitent notre retour à la maison, qui stimulent également le développement de la prostitution et la vente des femmes, la recrudescence de la violence envers les femmes, le trafic et les migrations.

Nous dénonçons l'imposition continue d'accords de libre échange qui essaient de transformer les biens communs tels que la santé, l'éducation et l'eau, en marchandises et entraînent ainsi un marché d'exploitation de la main d'œuvre bon marché dans les pays du sud. Nous rejetons la culture de la consommation qui appauvrit les communautés, générant de la dépendance et dévastant les productions locales.

Nous nous solidarisons avec les femmes en lutte d'Europe, spécialement de la Grèce, mais aussi du Portugal, de la Galice, de l'État Espagnol, d'Italie et de Macédoine qui s'organisent pour résister à l'offensive néolibérale et rétrograde promue par les institutions financières et politiques et par leurs propres gouvernements au service des intérêts des compagnies transnationales. Nous nous solidarisons aussi avec toutes les femmes du sud qui affrontent des famines, des appauvrissements, de l'esclavage au travail et de la violence, mais qui continuent à construire leur résistance.

Nous dénonçons l'avancée de la militarisation partout dans le monde, comme stratégie de contrôle de nos corps, nos vies, nos mouvements et nos territoires, et comme garantie pour le néocolonialisme, pour le nouveau pillage et l'appropriation du capital de ressources naturelles, ainsi que pour entretenir l'enrichissement de l'industrie de l'armement face à la crise. Nous constatons avec crainte la menace du retour du militarisme et de l'autoritarisme comme valeurs de la société dans des différents pays du monde, tels que : la Tunisie, la Libye et l'Égypte au Proche-Orient, où les femmes et les peuples sont toujours en lutte contre toute forme de dictature intégriste et pour obtenir une démocratie réelle ; en Palestine où les femmes luttent contre le colonialisme et le sionisme ; dans des différents pays africains – tel que le Sénégal - où le gouvernement se sert de la force de l'armée pour des intérêts électoraux, ou le Mali, où les groupes armés terrorisent la population civile avec la lutte pour le contrôle de la région du nord ; au Honduras, Mexique, Guatemala et en Colombie, où il existe des processus de re-militarisation ; et dans des divers pays de l'Asie et l'Océanie, où la présence des soldats militaires des États-Unis est renforcée.

Nous nous solidarisons avec les femmes et les peuples en résistance et en lutte de tous les territoires qui sont en guerre, sous le contrôle militaire, ou qui risquent de l'être, ou qui subissent l'impacte néfaste d'une présence militaire étrangère. Malgré tout cela, nous, les femmes, continuons à défendre nos territoires, nos corps et notre terre de l'exploitation des armées régulières et irrégulières, étatiques ou privées.

Nous dénonçons la stratégie conjointe des médias globalisés, qui cherchent à revitaliser les dogmes et les valeurs conservatrices, et qui mettent en danger les acquis et les progrès des femmes dans le monde.

Les espaces de participation sont clôturés, la protestation est criminalisée et notre droit de décisions sur nos corps est miné. Notre autodétermination reproductive est menacée là où on l'avait déjà conquise, comme par exemple dans des divers pays de l'Europe (tels que le Portugal et l'Espagne) et de l'Amérique du Nord, où l'avortement est légalisé, mais où ce droit se voit attaqué dans la pratique par des coupures des budgets publiques qui visent les hôpitaux et les services d'interruption de grossesse. Dans beaucoup d'autres pays de l'Amérique Latine et l'Asie-Océanie, les femmes qui avortent sont toujours criminalisées, tels qu'au Brésil, au Japon et à Vanuatu. Au Mexique, l'avortement est légalisé dans le District Fédéral mais criminalisé dans le reste du pays. Au Honduras, la pilule du lendemain a été interdite. Au Nicaragua, l'avortement est devenu un délit, même dans des situations de risque pour la vie de la mère ou de viol, à partir d'une réforme constitutionnelle. La Russie suit l'exemple, avec la femme du président en tête des campagnes pour interdire l'avortement en toute situation. Des groupes auto-surnommés « pro-vie » défendent en réalité la mort des femmes, nous insultent et insultent les professionnelles de santé de l'Amérique du Nord, font pression sur le parlement pour réviser la loi en Afrique du Sud et empêchent tout débat au Pakistan.

Nous nous solidarisons avec toutes les femmes qui continuent à lutter et à affronter les revers de la police, des services publics et de la justice injuste, ainsi qu'avec celles qui subissent des violences.

Face à ces situations, nous sommes dans les rues, nous avons des alternatives et nous les vivons. Nous réitérons que nous allons continuer à nous renforcer, à partir de nos corps et nos territoires, en résistance et en défense des mêmes, tout en soulignant nos rêves de transformation structurelle de nos vies et en marchant, tant que toutes les femmes ne seront pas libres !



Nous lançons un appel à l'articulation de nos mouvements et à l'alliance avec les autres mouvements, puisque c'est la seule forme de construire un monde libre.

Dans le Monde, 8 mars 2012



Conclusion de la journée par Maryse Lassalle

- *Qualité des interventions* : que ce soit parlées, ou chantées par la chorale Eco-ras-le-bol. Les exposés ont mis en évidence la nécessité de lutter contre les stéréotypes, pour la place des femmes dans de nombreux domaines, avec des chiffres souvent alarmants et qui gagnent à être diffusés. Les chansons ont élargi le sujet, en le replaçant dans celui de luttes globales : « usine à bébés », de la Parisienne Libérée, par ex..
- *Insuffisance en nombre du public* : beaucoup moins de personnes sont venues, les raisons sont multiples et à analyser : autres actions concomitantes, dont grand meeting Front de gauche, plus généralement approche des élections qui mobilise beaucoup d'énergie ; on avait d'ailleurs réfléchi au maintien ou à la suppression de cette journée Athénée. Autre raison plus générale : le manque d'informations au sujet des problèmes des femmes. Ajouter le mot femmes au titre du forum a modifié les motivations à participer.
- *Pour le collectif* : pas de projet de continuité, plutôt s'inscrire dans des mouvements actuels, mieux structurés et plus efficaces chacun dans le domaine d'action qu'il a choisi de privilégier.

[Le reportage photographique](http://www.changer-de-societe.fr.st) sur la journée se trouve sur le site <http://www.changer-de-societe.fr.st>

